



Comité social d'administration ministériel : saisissons l'opportunité de changer enfin de cap avec **Action & Démocratie...**

Notre constat, c'est aussi le vôtre :

- Personnels résignés et déclassés
- Professeurs dont l'autorité et les compétences sont contestées en permanence
- Charge de travail et pénibilité accrue pour tous les personnels
- Agents contractuels toujours plus nombreux et surexploités
- Multiplication des services éclatés sur plusieurs établissements
- Hiérarchie dans le déni, plus soucieuse de plaire aux usagers que de défendre les personnels

...STOP, OU ENCORE ?

Ce bilan désastreux est celui d'organisations syndicales dites « représentatives » qui n'ont pas su s'y opposer ou pire, y ont collaboré.

Il est temps de tourner la page et surtout de redresser la barre !

Il est temps pour la profession de se relever, de reprendre la parole si souvent confisquée par des représentants qui ne sont plus sur le terrain, si souvent détournée par des organisations qui se servent de l'école pour mener des combats politiques.

Action & Démocratie n'est pas de ceux-là.

Nous savons que la majorité d'entre vous se désintéresse à juste titre de ce syndicalisme archaïque, impuissant, caricatural.

Nous construisons avec vous un nouvel outil syndical qui ne se contente pas de lancer des slogans simplistes ou des appels ronflants à des grèves sans lendemain.

CONTINUONS D'AVANCER ENSEMBLE !

Vous pouvez faire confiance à Action & Démocratie pour vous représenter sans vous trahir, pour dire les choses sans langue de bois, pour porter des revendications sensées, pour agir utilement et pour vous défendre sans rien lâcher tant au plan individuel qu'au plan collectif !

...un syndicat neuf, une voix différente

**Un syndicat de proximité
indépendant qui fait
le pari de l'intelligence**

**Pour reconstruire
le syndicalisme dans
l'Éducation nationale**

Remettre l'école debout

**Faire entendre la voix du terrain
qui est celle du bon sens**

Nos revendications

→ Pour des agents respectés et convenablement rémunérés

En 1990, un enseignant au 7^{ème} échelon de la classe normale gagnait trois fois le smic ; il en gagne à peine plus d'une fois et demie en 2022 !

La désindexation du point d'indice de l'inflation depuis 1983, puis son gel quasi-continu à partir de 2010, ont conduit à une situation désastreuse qui place le salaire des enseignants

de France parmi les plus bas d'Europe, après le Portugal.

Tous les métiers de l'Éducation nationale sont concernés : les agents gagnent aujourd'hui seulement 72 % du salaire des actifs ayant un diplôme équivalent.

Le ministre élude constamment le sujet et nous paye de mots.

De qui se moque-t-on ? Qui accepterait d'être si qualifié... et si mal payé ?

→ Pour reconstruire l'école

La crise de l'école, qui a éclaté au grand jour cette année avec un déficit de recrutement de professeurs jamais atteint, est d'abord une crise des valeurs.

Sous l'influence de militants bénéficiant de la complaisance de ministres de passage, l'institution a été dénaturée

et défigurée. Une même « politique éducative » démagogique, promettant à tous une « réussite » totalement déconnectée du travail et de l'effort, n'a fait que creuser les inégalités qu'elle prétendait combattre et détériorer le fonctionnement de l'institution à tous les échelons.

Il faut revenir au bon sens pédagogique, exiger que chacun reste à sa place et cesser de flatter inconsidérément ceux qu'on appelle à tort des « usagers ».

→ Pour être une force de proposition dans un dialogue social renouvelé

La plupart des agents de l'Éducation nationale, personnels enseignants aussi bien que personnels administratifs et d'éducation, sont des cadres ou des agents d'encadrement. Ils doivent être non seulement rémunérés, mais aussi traités et employés comme tels.

Action & Démocratie veut redonner

au dialogue social tout son sens et refuse que le rôle d'un syndicat se borne à prendre connaissance des projets du ministère, que ce soit pour les approuver ou pour s'y opposer systématiquement, cette dernière posture ayant fait la preuve de son inefficacité.

Pour que la profession soit entendue, il faut d'abord qu'elle soit écoutée !

Action & Démocratie réclame

- Une revalorisation réelle et immédiate de toutes les catégories, par l'augmentation du nombre de points d'indice à hauteur de 20 % par échelon.
- Le déroulement d'une carrière complète sur trois grades, grâce notamment à l'assouplissement des critères permettant d'accéder à la Classe exceptionnelle.
- La promotion automatique à l'échelon spécial de la Classe exceptionnelle après trois ans d'ancienneté au 4^{ème} échelon de ce grade.
- Le rétablissement de la catégorie des bi-admissibles.
- L'intégration de l'indemnité de résidence au traitement et la création d'une véritable indemnité de logement.

- Une révision des services tenant compte de la charge réelle de travail alourdie par la multiplication insidieuse des tâches.
- Un aménagement de l'entrée dans le métier pour les professeurs stagiaires, en limitant leur temps de présence devant les élèves à 2/3 des obligations réglementaires de service de leur corps.
- Une augmentation conséquente de la participation de l'employeur à la protection sociale complémentaire, avec la possibilité pour chacun de choisir librement sa mutuelle.
- La mise en place de services allégés pour les personnels approchant de l'âge légal de départ en retraite.

- Un retour à des diplômes crédibles, avec des épreuves finales nationales et anonymes, l'arrêt du contrôle continu et des évaluations par compétences.
- La suppression des cycles et le rétablissement du redoublement parmi les mesures permettant aux élèves ayant des difficultés de ne pas continuer à les accumuler.
- L'abrogation de la réforme du collège ainsi que de celles du lycée et du baccalauréat.

- Le maintien d'un enseignement professionnel scolaire afin que les élèves ayant choisi la voie professionnelle ne soient pas réduits à être de simples producteurs-consommateurs.
- La priorité à l'acquisition des bases dans une école primaire enfin délivrée des lubies « pédagogistes » autant que du leurre du « numérisme ».

- Une réforme complète du fonctionnement et de la composition du Conseil supérieur de l'éducation, pour en faire le « Parlement de l'éducation » à l'intérieur duquel la voix des professeurs pourra s'exprimer avec force.
- La restitution aux Commissions Administratives Paritaires des compétences qui leur ont été retirées en 2019 par la loi de transformation de la fonction publique, afin que les

- mutations et les promotions se fassent à nouveau en toute transparence.
- Une répartition plus équitable des moyens de fonctionnement attribués par l'État aux syndicats, afin de permettre le pluralisme, aussi vital pour le dialogue social que le débat pour la vie démocratique.

Retrouvez nos revendications détaillées et spécifiques à chaque corps sur

 www.actionetdemocratie.com